

L'hon. Judd Buchanan (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): 1. Il n'en existe aucune.

2. a) Dix-sept évaluations ont été entreprises, au total, dans la zone touchée par le projet d'agrandissement du parc national des îles du Saint-Laurent. b) Dix-sept. c) Nous poursuivons notre travail d'évaluation uniquement dans la partie de l'île Hill pour laquelle nous avons l'intention, comme on vous en a informé précédemment, de passer un contrat d'acquisition.

3. Aucune.

4. Deux propriétés.

5. a) Bien qu'on ne se fût pas encore engagés définitivement à acheter des terrains, c'est en toute bonne foi que les deux parties avaient ouvert les négociations. Ces dernières en étaient alors rendues à un point tel que les propriétaires ou leurs représentants, s'attendant à juste raison à conclure les négociations, avaient engagé des frais ou auraient subi une perte financière en cas de rupture des négociations. b) Pour ce qui concerne l'île Wallace, les négociations sont rompues et elles ne seront pas reprises. Une offre d'acquisition touchant à une partie de l'île Hay a été acceptée par le propriétaire, le 25 février dernier, et devrait être transmise par le ministère des Travaux publics aux Affaires indiennes d'un moment à l'autre. Une offre d'acquisition touchant à une partie de l'île McDonald et à toute l'île Leeward a été acceptée par le propriétaire le 9 février dernier. On a recommandé au gouverneur en conseil l'acquisition de ces propriétés.

6. Non.

7. Les sommes prévues dans le budget des dépenses de 1976-1977 serviront à l'évaluation et à l'acquisition des trois dernières propriétés pour lesquelles nous avons contracté des obligations et dont nous avons déjà parlé précédemment. Elles serviront également à régler les frais directement liés à ces achats, et notamment les frais judiciaires. Aucun autre terrain ne sera acheté avant que le Comité consultatif n'ait été formé, que le Comité n'ait recommandé un plan directeur pour l'agrandissement et l'aménagement du parc et qu'un plan directeur n'ait été approuvé.

8. Comme les négociations n'ont pas encore pris fin, nous devons taire ces renseignements sous peine de violer l'accord qui lie acquéreur et vendeur.

9. Une partie de l'île Hay et de l'île McDonald ainsi que l'île Leeward en entier. M. Alan Bickerton (agent immobilier) Bickerton Agencies Ltd., 395, rue Pine, Gananoque (Ontario). La partie est de l'île Hill. Le représentant légal est M. John B. Henderson, C.R., de l'étude Henderson, Hart, Johnston, Fournier et Algie, Barristers and Solicitors, Edifice Equity, 61, rue King est, Brockville (Ontario) K6V 1B2, mais jusqu'ici, toute la correspondance et les autres échanges ont eu lieu avec M. Jan David, président de la Hill Island Ltd., qui fait office de conseiller et d'expert-conseil en matière d'aménagement auprès des autres propriétaires, pendant les négociations.

10. Services immobiliers, Région de la Capitale, Ministère des Travaux publics, 140, rue O'Connor, Ottawa (Ontario).

11. Non.

L'INSTITUT DE PROMOTION DES INTÉRÊTS DU CONSOMMATEUR

Question n° 5114—M. Jones:

1. Le ministre de la Consommation et des Corporations a-t-il annoncé qu'une subvention de \$55,000 était accordée à l'Institut de promotion des intérêts du consommateur et, dans l'affirmative, a-t-on accordé une subvention semblable à des organismes anglophones?

Questions au Feuilleton

2. a) Quels sont les buts de l'Institut, b) qui en sont les administrateurs, c) quand a-t-il été constitué?

3. L'organisme s'intéresse-t-il uniquement aux consommateurs francophones du Québec et, dans l'affirmative, qui s'occupe a) des consommateurs anglophones du Québec et des autres régions du Canada, b) des consommateurs francophones hors du Québec?

M. Art Lee (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations): 1. Oui. En 1975-1976, le ministère a subventionné 21 organismes dans le cadre du Programme de subventions d'aide aux consommateurs. Une somme de \$333,000 a été accordée à 5 organismes s'intéressant à la fois aux consommateurs anglophones et francophones. La somme de \$90,780 a été accordée à 12 organismes s'intéressant à des consommateurs anglophones. La somme de \$85,000 a été accordée à 4 organismes s'intéressant aux consommateurs francophones.

2. a) L'Institut de promotion des intérêts du consommateur vise à améliorer la qualité de la vie des Québécois en les éduquant et en les informant sur le plan de la consommation. b) Cet organisme bénévole est dirigé par un conseil d'administration de 16 membres représentant une gamme variée d'intérêts. Gilles Robert en est le directeur général. c) L'organisme a été constitué en société provinciale le 4 novembre 1971.

3. L'organisme publie de la documentation en français. a) Les consommateurs anglophones sont desservis par divers organismes bénévoles publics ou locaux. Au cours du dernier exercice financier, le ministère a subventionné 17 organismes s'occupant des consommateurs anglophones y compris 5 organismes bilingues. d) Le ministre de la Consommation et des Corporations a encouragé l'IPIC, grâce à cette subvention, à offrir ses publications aux consommateurs francophones hors du Québec.

LE VOYAGE DU PREMIER MINISTRE LE 7 JUIN 1975

Question n° 5144—M. Cossitt:

1. Le premier ministre a-t-il emprunté un avion de l'État pour aller à Québec et en revenir le 7 juin 1975 afin d'assister à une réunion tenue en l'honneur du ministre des Transports et, dans l'affirmative, a) quelle est la description complète de l'avion, b) quel a été le coût horaire du vol, c) combien a-t-il coûté au total au contribuable, d) quels ont été les points de départ et d'arrivée de tous les vols, e) quel est le nom des personnes qui se sont trouvées à bord à un moment ou à un autre du voyage?

2. Quels sont les a) nom, b) poste, c) salaire de chacun des membres de l'équipage?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): En ce qui concerne le cabinet du premier ministre: 1. Le premier ministre s'est rendu à la ville de Québec le 7 juin 1975. a) Jetstar du MDT. b) \$970 (voir la réponse donnée le 12 mars 1976 à la question 4110). c) Frais de déplacement: \$314.94. d) et e) Toronto—Ville de Québec Le premier ministre Bob Murdoch, CPM; Colin Kenny, CPM; Ian Macdonald, CPM; L'honorable John Munro, F. Viola, Travail; G. McCaffrey, Travail; Ville de Québec—Ottawa le premier ministre, Bob Murdoch, CMP; Colin Kenny, CPM; Ian Macdonald, CPM; G. McCaffrey, Travail. Invité.

2. Voir la réponse donnée le 3 février 1976 à la question n° 69.

LA RÉGION DE WELLAND-PORT COLBORNE

Question n° 5153—M. Coates:

1. La région de Welland-Port Colborne a-t-elle été désignée district bilingue, avec St. Catharines comme centre régional et, dans l'affirmative, qui a pris cette décision?

2. a) Quel est le nom des membres du Comité qui a pris cette décision, b) comment la sélection des membres a-t-elle été faite dans chaque cas, c) quels étaient les titres et compétences de chacun?